

Corporations et syndicats ouvriers

milliards de dollars rien qu'en permettant que les taux d'intérêts augmentent autant.

Peut-être devrions-nous lancer un débat sur la façon de remplir les coffres d'un fonds de réserve international qui modérerait les pressions que le dollar doit subir et qui nous donnerait une chance, moyennant une stratégie industrielle cohérente, de relancer notre économie. Nous avons dix années de travail acharné et discipliné devant nous si nous tenons à éviter la chute de notre système. L'heure est venue. Il incombe à tous de réfléchir à cette question, mais le ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme dédaigne l'une des études les plus valables et peut-être l'une des plus importantes pour le secteur des petites et moyennes entreprises. Il y a une crise à l'heure actuelle qui crée des besoins, mais l'étude est étouffée sous la masse de la stratégie industrielle du patron du ministre. Le gouvernement doit terminer le travail sur la propriété intellectuelle, sur l'inventaire et sur le bill relatif à la concurrence et il doit faire adopter le projet de loi constitutionnel. Son ordre de priorités est à ce point faussé qu'il déséquilibre tout le système.

J'ai lu le compte rendu de ce que le ministre a dit du bill S-10. Je reconnais en partie le bien-fondé de ses propos, mais je tiens à ce qu'ils soient précisés au comité. Je tiens à ce que les intellectuels qui sont les auteurs de cet enchevêtrement de bills soient présents au comité. Je tiens également à ce que d'autres intellectuels de notre vaste société aident aussi bien les députés ministériels que les députés oppositionnels à élaborer des questions à l'intention de ces intellectuels. Voilà où le système achoppe lamentablement.

La structure du Parlement est le plus gros des problèmes au Canada. Nous avons perdu tout contrôle sur les subsides. La structure de notre comité nous empêche, lorsque nous travaillons, de faire preuve de suite dans nos idées. Nous ne disposons pas d'un secrétariat sur lequel nos comités puissent s'appuyer pour faire face aux connaissances et à l'expérience des bureaucrates. C'est là surtout que le bât blesse. C'est là le problème auquel nous devrions nous attaquer au premier chef. Le débat sur la constitution ne nous le permet pas. Le débat sur la constitution ne nous permet pas de nous attaquer au problème du régionalisme qui constitue à lui seul le plus grand et le plus grave problème au Canada. On souffre de régionalisme dans les zones métropolitaines, dans les provinces et dans tout le pays en général. La structure proposée ne réussit pas à combattre le régionalisme et à assurer l'unité. Elle se propose de détruire le régionalisme grâce à un État unitaire centralisé, mais ça ne marchera pas.

Je profite du temps dont je dispose pour en parler, car j'estime que la grande controverse qui agite le pays peut s'apaiser grâce à une stratégie industrielle; elle peut s'apaiser grâce à l'application de la théorie behavioriste en vertu de laquelle les lois doivent dire aux gens ce qu'ils peuvent faire. S'ils ne le font pas, il nous faut avoir le courage et le cran de les faire respecter. Si c'est ce que nous voulons, il nous faut adopter la législation nécessaire pour stimuler le respect de la règle du droit au Canada.

En terminant, j'aimerais parler de la politique de recherche et de développement.

Une voix: Il n'y en a pas.

M. Huntington: En effet, nous n'en avons pas. Depuis des années, nous nous faisons dire, de tous les coins du secteur

privé, ce qu'il nous faut comme recherche et développement. Essentiellement, nous avons besoin d'une politique fiscale d'encouragement, qui permette aux entrepreneurs des conseils d'administration du pays de prendre des décisions et d'investir des capitaux à risques dans des domaines inconnus, au-delà des frontières de la technologie, dans l'espoir d'en recueillir des fruits.

Tout ce qu'ils demandent en échange contre ces décisions risquées, c'est 25 p. 100 de crédit; autrement dit, 125 p. 100 du coût. Il serait insensé de le faire pour les multinationales qui déjà consacrent des millions de dollars à la recherche; mais nous pourrions par contre les encourager à accroître leur activité. Nous pourrions leur accorder un taux de 125 p. 100 sur tout ce qui s'ajoute à leurs bases respectives. Mais non, toutes les énergies, tous les talents sont découragés. Les hommes d'affaires doivent se présenter chapeau bas et en souliers vernis, patienter dans des salles d'attente et remettre leur demande à un fonctionnaire. Ensuite, il leur faut faire des démarches nombreuses et, comme le ministre d'État (Petites entreprises) le sait, les petites et moyennes entreprises n'ont ni le temps ni les moyens de le faire, car elles feraient faillite.

● (1640)

Donnons une chance à la recherche. Donnons aux cerveaux et aux talents canadiens du secteur privé la chance de prouver leur valeur. Tous nos problèmes actuels découlent de la loi fiscale Benson, adoptée en 1971. C'est alors que nous nous sommes embarqués dans l'interventionnisme, et que notre bureaucratie a commencé à gonfler. C'est alors que l'on a cessé totalement d'encourager l'épargne au Canada, sinon en faisant de chaque Canadien qui investissait dans un refuge fiscal un futur débiteur de l'État. Voilà ce que nous avons fait. Nous avons immobilisé toutes nos économies dans les caisses de retraite et les régimes enregistrés d'épargne-retraite, et le monde des affaires, qui a grand besoin de ces capitaux improductifs, n'y a pas accès. Les gestionnaires du Canada ne sont plus récompensés. On récompense les gratte-papier, les propriétaires terriens et les capitalistes absentéistes, et non les talents capables de créer des emplois et de grossir la valeur des biens et services.

J'invite tous les députés à lire l'éditorial paru dans la livraison d'aujourd'hui du *Globe and Mail*. Il traite de l'interventionnisme envahissant. On répète la même chose depuis cinq, six, sept et même dix ans, et le gouvernement refuse d'ouvrir les yeux. J'affirme solennellement, monsieur l'Orateur, que cette voie nous conduit tout droit vers l'une des périodes les plus tragiques de l'histoire canadienne. Nous sommes le seul pays d'Occident, du monde industrialisé occidental, à pouvoir devenir autonomes sur le plan énergétique. Nous avons la possibilité de construire des réseaux de pipe-lines complets. Nous avons l'occasion d'électrifier les chemins de fer dans l'Ouest et dans les montagnes Rocheuses, ce qui permettrait d'économiser tout le combustible diesel que brûlent les locomotives. Il n'y a qu'à accorder aux sociétés ferroviaires un stimulant fiscal pour remplacer une source d'énergie non renouvelable, les hydrocarbures, par une source d'énergie renouvelable, l'électricité. Je crois qu'un crédit d'impôt de 150 p. 100 suffirait. Nous pourrions mettre tout ce combustible en banque. C'est là que les choses se passent.

Mais tout est bloqué à l'usine de Cold Lake, comme à la nouvelle usine de sables bitumineux, comme dans le système de